

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 23 mars 2022
(Convocation du 15 mars 2022)

Aujourd'hui, le 23 mars 2022 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Conseillers en exercice	
• Nombre	52
• Voix	321
Présents	
• Nombre	32
• Voix	236
Pouvoirs	
• Nombre	3
• Voix	3
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	35
• Voix	239
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Julien Dubois, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Jean-Jacques Dané, M. Didier Sakellarides

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Francis Dupouey,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot

Secrétaire de séance : M. Christian Ducos, Délégué

OBJET : Programme d'actions - Risques fluviaux - Programme d'actions 2022 - Modification de la fiche n° 20 - Animation du programme d'études préalables au PAPI Adour aval

Exposé des motifs :

La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entraîné la détermination des territoires à risque important (TRI) dont le TRI côtier basque, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L.556-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L.566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Dans ce contexte, il a été convenu que la communauté d'agglomération du Pays Basque soit la structure porteuse de la stratégie locale et qu'il soit confié à l'Institution Adour l'animation du volet fluvial de l'Adour.

Les acteurs locaux ont par la suite sollicité l'Institution Adour pour porter l'animation du programme d'études préalables (PEP) au PAPI Adour maritime. La fin d'année 2021 est dédiée à l'organisation de la mission, un animateur sera recruté pour une prise de poste en début d'année 2022.

Suite aux échanges intervenus au début de l'année 2022 relatifs au partenariat d'animation, il convient d'ajuster la fiche n°20. Ces ajustements tiennent compte :

- de la participation des conseils départementaux dans le financement du reste à charge de la mission,
- de la clef de répartition financière du reste à charge élaborée entre les 4 EPCI-FP, laquelle est précisée dans la convention de partenariat soumise à l'examen du bureau de l'Institution Adour ce même jour.

Considérant la délibération n°134/2021 en date du 8 décembre 2021 de l'Institution Adour approuvant le programme d'actions 2022,
Considérant la volonté des Départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques d'accompagner financièrement la démarche,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter la fiche n°20 du programme d'actions 2022,
- d'arrêter à 71 374 € TTC le coût total prévisionnel de cette opération pour l'année 2022,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel afférent,
- de se prononcer favorablement sur la fiche n°20 bis telle qu'annexée,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 23 mars 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

FICHE DE PROPOSITION n° 20 bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Animation du programme d'études préalables au PAPI Adour aval

Zone d'influence :

Le projet de programme d'études préalables au PAPI Adour aval porte sur le sous-bassin de l'Adour aval tel que délimité ci-après :

- limite amont : limite aval du PAPI de Dax, soit la confluence avec le Luy (exclu) en rive gauche et la limite communale entre Saubusse et Saint-Geours-de-Maremne en rive droite,
- limite aval : embouchure de l'Adour à l'exclusion des parties des communes de Bayonne et d'Anglet situées en rive gauche de l'Adour à l'aval de la confluence avec la Nive.

Le périmètre de la démarche est précisément défini dans la convention afférente.

Description de l'opération :Origine

La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entraîné la détermination des territoires à risque important (TRI) dont le TRI côtier basque, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L556-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L. 566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Dans ce contexte, il a été convenu que la communauté d'agglomération du Pays Basque soit la structure porteuse de la stratégie locale et qu'il soit confié à l'Institution Adour l'animation du volet fluvial de l'Adour.

Composante de la mission	Partie « débordement fluvial de l'Adour »	Partie « submersion marine »
Animation, élaboration et accompagnement de la mise en œuvre de la SLGRI	Institution Adour	CAPB
Pilotage de la stratégie et coordination des deux volets	CAPB	

Une fois la SLGRI validée, les élus se sont positionnés sur l'élaboration d'un programme d'études préalables au PAPI afin de mettre en œuvre les actions proposées lors de la concertation.

Buts

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.

Contenu

203 jours d'animation

Interventions antérieures :

De 2018 à 2019, la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) sur le TRI du côtier basque a été élaborée.

Le dossier de candidature de la SLGRI a été déposé en janvier 2020. Le projet a été présenté en commission inondation de bassin le 10 mars 2020. La SLGRI a été arrêtée par le Préfet des Landes le 20 juillet 2020.

Les acteurs locaux ont par la suite sollicité l'Institution Adour pour porter l'animation du programme d'études préalables (PEP) au PAPI Adour maritime. La fin d'année 2021 est dédiée à l'organisation de la mission, un animateur sera recruté pour une prise de poste en début d'année 2022.

Echéance - Délais :

Durée prévisionnelle de l'opération : 2 ans

Coût prévisionnel de l'opération pour l'année 2022 : 71 374 € TTC

Dépenses de personnel	Salaires et charges	49 456 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structures)	Frais généraux, frais de service	7 418 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	2 500 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images, frais de communication	5 000 €
Equipement	Equipements informatiques	2 000 €
Coûts de sensibilisation	Réunions et plaquettes d'information ...	5 000 €
TOTAL		71 374 €

Coût prévisionnel total pour la durée du projet : 142 748 €



Plan de financement prévisionnel :

	Taux	Subvention prévisionnelle annuelle	Subvention prévisionnelle totale pour la durée du projet
Europe (FEDER)	80%	57 099 €	114 198 €
Institution Adour	20%	14 275 €	28 550 €

Répartition du reste à charge incombant à l'EPTB entre les collectivités partenaires du projet

		Répartition		Taux de participation effectif global au reste à charge	Participation prévisionnelle annuelle	Participation prévisionnelle totale pour la durée du projet
Départements	Dpt64	50%	50,00%	25,00%	3 569 €	7 137 €
	Dpt40		50,00%	25,00%	3 569 €	7 137 €
EPCI-FP	CAPB	50%	81,46%	40,73%	5 814,14 €	11 628 €
	CCS		6,31%	3,16%	450,65 €	901 €
	CCMACS		4,37%	2,19%	311,95 €	624 €
	CCPOA		7,86%	3,93%	560,66 €	1 121 €

Plan de situation :